

Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum., V, n° 4 - 1968.

LES MIGRATIONS DE TRAVAIL DANS LA RÉGION DE NOBÉRÉ

Cercle de Manga (Haute-Volta)

PAR

GÉRARD RÉMY*

Une enquête sur les migrations de travail a été menée en juin et juillet 1968 dans quatre villages proches de Nobéré (Passentenga, Burugna, Donsin et Bakago) (1), et un village du canton de Djiba (Koakin).

Ces cinq villages rassemblaient 1993 personnes en 1965 (d'après le recensement administratif). Ils ont été en 1966 et 1967 l'objet d'études diverses, centrées sur les structures agraires villageoises, particulièrement approfondies à Donsin (2).

Les villages sont peuplés de Mossi, et de quelques Silmi Mossi et Yarcé. Ils s'inscrivent dans une aire naturelle et humaine homogène. Mais, du sommet du plateau de Manga vers la Volta rouge deux facteurs importants, étroitement liés, se modifient. Dans la région de Koakin (cf. Carte n° I. Site des villages étudiés) dominant largement des sols sur cuirasse ou carapace latéritique, ou liés aux phénomènes de cuirassement. Faciles à travailler mais de qualité relativement médiocre, ces sols sont appréciés par les paysans mossi. Vers la vallée se multiplient les aires de sols hydromorphes, très argileux (vertisols), en général peu ou pas cultivés. Les conditions pédologiques expliquent, pour une part, que les populations sont de moins en moins nombreuses lorsqu'on se rapproche de la vallée : la densité de population, voisine de 100 habitants/km² au niveau de Koakin, diminue peu à peu en direction de la Volta rouge. Au-delà de Passentenga, les terres sont inhabitées. Le mouvement d'abandon de la vallée, commencé il y a près d'un siècle, se poursuit actuellement. L'évolution démographique des villages les plus proches de la vallée est profondément perturbée.

* Chargé de recherches de l'ORSTOM. Mission ORSTOM Ouagadougou (Haute-Volta).

(1) Donsin et Burugna ne forment qu'un seul village administratif. Nous avons choisi de les individualiser parce qu'ils forment deux unités d'habitat distinctes, autonomes sur le plan coutumier, et que les migrations de travail y présentent des caractères contrastés.

(2) Ces études ont donné lieu à un rapport intitulé : « *Donsin. Les structures agraires d'un village mossi de la région de Nobéré* ». A paraître.

I — LES MIGRANTS

a — Définition et nombre

De nombreux villageois sont absents, ou l'ont été. Mais il ne s'agit pas toujours de migrations de travail, et un certain nombre de mouvements migratoires ont été exclus du champ de l'enquête.

De façon traditionnelle, des familles peuvent se déplacer entre villages proches (en général vers le village maternel). C'est un mouvement de faible ampleur géographique, mais souvent de longue durée. Dans la région de Nobéré, il se traduit, dans l'ensemble, par un glissement de population du sommet du plateau de Manga, surpeuplé, vers ses marges. Depuis plusieurs décennies, il s'oppose à un mouvement de sens inverse des villages les plus proches de la Volta rouge, en voie d'abandon (tels Passentenga et Burugna), vers l'intérieur du plateau (1).

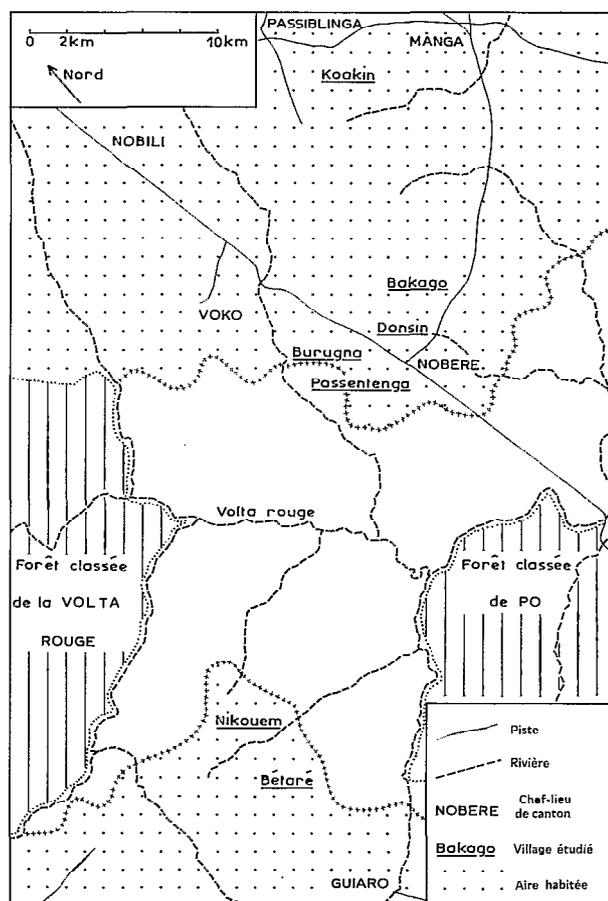


FIG. 1. — Enquête sur les migrations de travail 1968. (Site des villages étudiés)

(1) Cf G. RÉMY « Les mouvements de population sur la rive gauche de la Volta rouge ». Dans les « Cahiers ORSTOM série Sciences Humaines » V, n° 3, 1968.

Depuis le début du XX^e siècle, de nombreuses familles mossi originaires de la région de Nobéré se sont installées en pays Gurunsi, en particulier dans les cantons de Guiaro et Pô. Ce mouvement d'émigration affecte surtout les villages les plus proches de la Volta rouge, et il apparaît en partie comme le résultat du mouvement d'abandon des terres de la vallée. Le genre de vie des émigrés ne change pas : ils empruntent de la terre aux populations locales et cultivent leurs traditionnels champs de mil, d'arachide et de coton. Ils maintiennent d'étroites relations familiales et sociales avec leur village d'origine, où souvent ils retournent lorsqu'ils sont devenus plus âgés (1).

Plusieurs jeunes gens ont quitté leur village pour se rendre soit dans les lycées et collèges de Ouagadougou, soit dans des écoles coraniques (le plus souvent dans la région de Kombissiri et Kaya). Dans le premier cas, l'absence est pratiquement définitive, à l'exception des visites rendues à la famille lors des congés annuels, scolaires d'abord, professionnels ensuite. Dans le second, elle se prolonge rarement au-delà de 5 ou 6 années. Quelques élèves cependant s'installent définitivement près de leur maître d'école coranique. Plus nombreux sont ceux qui, après avoir suivi les cours d'une école coranique, se dirigent vers la Côte d'Ivoire ou le Ghana.

Quelques migrations ont un caractère religieux : catéchistes affectés dans un village (à Koakin), et pèlerins à la Mecque. Ce pèlerinage est souvent précédé d'un séjour au Ghana destiné à amasser l'argent nécessaire pour le voyage.

D'autres migrations ont, ou ont eu un caractère « obligatoire » : quelques jeunes gens effectuent leur service militaire ; parmi les hommes qui ont quitté jadis leur village, nombreux sont les anciens combattants, et ceux qui ont été recrutés au titre de prestations de travail par l'administration coloniale (et aussi dans quelques cas par le Moro naba).

Les migrations commerciales au Ghana sont le fait surtout d'adolescents ou jeunes adultes. Ils se rendent au marché de Navrongo ou Bwalga (deux centres urbains du nord du Ghana) vendent des poulets, des chèvres et moutons, des bandes de coton tissé, achètent de la kola, parfois des objets manufacturés ou des vêtements, qu'ils revendent ensuite avec un petit bénéfice sur les marchés voisins de leur village. Ces déplacements sont de très courte durée (quelques jours), fréquents en saison sèche.

Un dernier type de mouvement migratoire a été exclu du champ de l'enquête bien qu'il présente la plupart des traits des migrations de travail. Il s'en distingue surtout par sa brièveté.

En saison sèche, ou au début de l'hivernage, des hommes quittent leur village pendant quelques jours ou quelques semaines et vont louer leurs bras dans les régions voisines (mais suffisamment éloignées pour qu'ils n'y soient pas connus). En mars-avril, ils vont aider à construire de nouvelles habitations dans les petits centres urbains ou à Ouagadougou, ou à défricher les nouveaux champs (en particulier dans la région de Pô, ou dans les exploitations mossi du nord du Ghana) ; quelques tisserands s'installent dans des marchés et proposent de tisser du coton. En juin-juillet, après avoir rapidement semé et sarclé leurs champs, ils partent vers Pô et s'offrent à sarcler les champs.

Le but du déplacement est souvent précis : rassembler l'argent pour l'impôt de la famille, ou pour acheter du mil en hivernage.

Lorsque l'absence s'est prolongée au-delà d'un mois, nous avons considéré qu'il s'agissait bien d'une migration de travail.

(1) Certains de ces colons sont installés dans la partie ghanéenne du pays Gurunsi. L'insuffisance des renseignements obtenus et la difficulté pratique de distinguer les colons des autres villageois résidant au Ghana, nous a contraint de les considérer comme des migrants.

Les migrants sont donc tous les hommes qui ont quitté le village pendant plus d'un mois et ont offert leur travail en échange d'argent. Dans les cinq villages étudiés ils sont 312, dont 186 sont absents en juin 1968, et 126 présents (1).

Déterminer le pourcentage de villageois absents par rapport à la population totale pose deux problèmes.

Une part importante des migrants actuels sont mariés ; certains ont emmené avec eux leur (s) épouse (s) et leur (s) enfant (s). Le nombre total de villageois absents est supérieur à celui des migrants. Il s'est révélé difficile de recueillir des données sérieuses sur le nombre de femmes et d'enfants qui accompagnent les migrants ; celui-ci peut d'ailleurs ne pas être connu par les parents restés au village lorsque l'absence est longue. Une enquête particulière a été menée à ce sujet à Donsin : plus de 40 % des villageois absents sont des femmes et des enfants (exactement 39 %, mais nous ignorons le statut matrimonial de 5 migrants, et nous ne savons pas si 4 autres, accompagnés de leurs épouses, ont actuellement des enfants). Dans la mesure où Donsin est un des villages où les migrations de longue durée sont les plus fréquentes, et que les épouses et enfants accompagnent d'autant moins souvent les hommes que la migration est courte une moyenne de 40 % pour l'ensemble des villages paraît proche de la réalité. Dans ces conditions, le nombre total de villageois absents serait de 310.

Le deuxième problème est celui de la population de référence. D'une part le recensement administratif date de trois ans, d'autre part il sous-évalue nettement les populations villageoises : à Donsin et Burugna, un recensement personnel en 1966 montrait que le nombre de villageois (y compris les migrants) était supérieur de près de 20 %. La sous-estimation est variable selon les villages en fonction du nombre de migrants (et surtout des migrants partis il y a plusieurs années : ils sont parfois rayés des listes nominatives villageoises), et de l'importance des mouvements de familles (entre villages proches, ou en direction du pays Gurunsi) : celles-ci continuent parfois à être recensées dans leur village d'origine (à Passentenga, que de nombreuses familles ont quitté ces dernières années, la population réelle est inférieure à la population administrative).

Nous disposons d'une donnée sûre : le nombre d'habitations visitées par les enquêteurs, par village. Nous pouvons estimer, à partir du recensement démographique effectué en 1966 à Donsin et Burugna, que le nombre moyen de personnes par habitation (y compris les migrants actuels) est de l'ordre de 7,5 dans l'ensemble des villages étudiés, si l'on convient que les variations sont faibles d'un village à l'autre, dans le cadre d'une petite aire géographique (2).

Ainsi déterminée, la population des cinq villages (y compris les migrants actuels) serait de 2287 personnes ; elle est supérieure de 15 % à la population administrative en 1965 (mais à Passentenga, elle est inférieure de 3 %).

Au total, 13,6 % de la population est absente en juin 1968 (3) (4). Ce pourcentage est très différent selon les villages. A Passentenga et Burugna, il est respectivement de 9,3 % et 10,3 % (5). Ces deux villages

(1) Les premiers seront appelés « migrants actuels », et les seconds « anciens migrants ».

(2) Cela correspond à une donnée d'observation, confirmée par l'analyse des structures familiales à partir des cahiers de recensement.

(3) La date de l'enquête est évidemment un facteur fondamental. Effectuée quelques mois plus tôt, en février-mars, elle aurait inclu parmi les migrants actuels tous ceux qui sont revenus au village avant le début de la saison agricole, et en particulier les hommes qui partent plus ou moins régulièrement pendant la saison sèche.

(4) Afin de permettre d'éventuelles comparaisons, il est utile de citer le pourcentage de la population absente par rapport à la population administrative : 15,6 %.

(5) 8,7 % et 12,5 % si on se réfère à la population administrative.

sont situés sur le « front » du peuplement face à la Volta rouge. De nombreuses familles sont parties et se sont installées plus à l'intérieur des terres (sept familles de Passentenga sont, depuis moins de 25 ans, à Donsin), ou en pays Gurunsi (près d'une trentaine de familles des deux villages résident actuellement dans le canton de Guiaro). Les chefs des familles qui émigrent sont souvent de jeunes adultes, c'est-à-dire membres d'une classe d'âge au sein de laquelle les migrants sont habituellement nombreux. Le rôle du site des villages, et des phénomènes démographiques qui lui sont liés, est confirmé par le fait que ce sont les seuls villages au sein desquels les anciens migrants sont plus nombreux que les migrants actuels (respectivement 11 et 14 anciens migrants pour 10 migrants actuels à Passentenga et Burugna, 4 à 6 à Koakin, Bakago et Donsin). A Passentenga et Burugna, le mouvement de migrations de travail décline. A Bakago et Koakin, villages les plus éloignés de la Volta rouge, le pourcentage d'absents est identique : 12,4 % (1). Il paraît représentatif de l'ensemble des villages situés sur le plateau, non affectés par les mouvements de population liés à la proximité de la vallée de la Volta rouge. Donsin est un cas particulier. Situé en arrière de Passentenga, il n'est encore que peu atteint par le mouvement d'abandon qui caractérise les villages les plus proches de la Volta rouge. A cet égard, peu de choses le distingue, par exemple, de Bakago. Or le pourcentage d'absents y est très élevé : 21,4 % (2). Il peut s'expliquer par des facteurs locaux. Donsin est le seul des cinq villages étudiés traversé par une route importante (l'axe routier qui mène de Ouagadougou vers le Ghana) : les liaisons avec le Ghana sont facilitées, les contacts des villageois avec le monde extérieur sont plus nombreux. C'est un village en cours d'islamisation : les contraintes socio-religieuses s'estompent ou se transforment. C'est enfin un village dont la vie sociale est très heurtée ; depuis plus d'un siècle, deux groupes antagonistes n'ont cessé de s'opposer sur les plans politique, social, religieux. Tous ces facteurs jouent probablement un rôle, mais ils paraissent insuffisants pour expliquer l'importance de l'écart entre le pourcentage d'absents à Donsin et dans les autres villages.

Donsin est le seul village dans lequel, pour les besoins de l'étude des structures agraires, nous avons séjourné pendant plusieurs mois en 1966-67. Notre connaissance personnelle des villageois (et réciproquement), le grand nombre d'informations recueillies sur le village et les villageois (qui ont permis de nombreux recoupements) expliquent sûrement une plus grande qualité des données rassemblées sur les migrants, et notamment leur nombre.

Il n'est pas possible d'estimer la part (probablement importante) de ce facteur dans le pourcentage d'absents à Donsin. Mais une conclusion s'impose : dans les quatre autres villages, il est certainement sous-estimé (3).

Les villageois qui ont émigré mais résident actuellement au village sont 178 (4), soit 7,8 % de la population. Nombreux à Passentenga, Burugna et Donsin ils le sont nettement moins à Koakin et Bakago (9 à 13 % de la population, dans le premier groupe, 4 à 6 % dans le second) où le mouvement d'émigration paraît n'avoir pris de l'ampleur que plus récemment. A Koakin, Bakago, et aussi Donsin, les migrants actuels sont, dans l'ensemble, deux fois plus nombreux que les anciens migrants : c'est certainement l'indice que les migrations de travail s'y multiplient. A Passentenga et Burugna par contre, nous l'avons déjà noté, l'évolution est inverse.

(1) 15,3 % si on se réfère à la population administrative.

(2) 23,5 % si on se réfère à la population administrative.

(3) La meilleure qualité des informations recueillies à Donsin ne doit pas être oubliée lorsque seront comparés les traits majeurs des migrations de travail dans chaque village.

(4) Il y a 126 hommes. Il a été estimé que les femmes et enfants représentaient 40 % du nombre total de personnes qui ont été absentes.

b — Age et statut matrimonial des migrants

L'imprécision des âges portés sur les cahiers de recensement administratifs, la difficulté pour les enquêteurs de les estimer, l'impossibilité de déterminer l'âge des migrants actuels rayés des listes nominatives nous ont conduit à n'étudier l'âge des migrants que dans les deux villages (Donsin et Burugna) pour lesquels nous disposons d'un recensement démographique personnel. L'étude ne concerne que les hommes. Dans un cas sur trois, l'âge n'a pu être connu (surtout parmi les migrants actuels partis il y a longtemps) ou de façon trop imprécise, et il n'en est pas tenu compte.

51 % des migrants (actuels ou anciens) avaient de 20 à 29 ans lorsqu'ils sont partis pour la première fois. On note que, dans l'ensemble, les migrants sont de plus en plus jeunes. Parmi les anciens migrants (dont la date de départ est en moyenne plus ancienne), 21 % avaient de 10 à 19 ans, 63 % de 20 à 29 ans, et 16 % de 30 à 49 ans. Ces pourcentages sont respectivement de 55, 36, et 9 % pour les migrants actuels.

Environ un migrant sur trois a effectué plusieurs séjours. Au départ du dernier séjour, 38 % d'entre eux avaient entre 30 et 49 ans (le plus souvent entre 30 et 39 ans).

Plus jeunes en moyenne, les migrants actuels sont également plus souvent célibataires : 22 % d'entre eux étaient mariés lorsqu'ils sont partis pour la dernière fois, contre 36 % des anciens migrants (1).

II — LE MOUVEMENT MIGRATOIRE

Les durées de séjour

Un nombre non négligeable d'hommes quittent leur village pendant des périodes inférieures à un mois, et vont louer leurs bras en échange d'argent. La plupart ne quittent par le territoire voltaïque. Ils ne sont pas considérés comme migrants. La durée minimum d'une migration de travail est fixée, par convention, à un mois.

A l'opposé, il n'est guère possible de distinguer une migration de très longue durée d'une émigration définitive, sans enquête approfondie au lieu de résidence. Les membres de la famille restés au village espèrent toujours que le migrant va revenir. S'il n'a pas maintenu des contacts avec son village d'origine, le migrant parti depuis très longtemps, et que l'on pourrait considérer comme définitivement absent, risque fort d'avoir disparu de la mémoire des villageois, ou du moins de ne pouvoir être repéré avec les techniques d'enquête habituelles. Aucune étude quantitative sérieuse ne peut être faite sur ce groupe de migrants, dans leur village d'origine. Ils apparaîtront donc confondus avec les migrants absents depuis dix ans ou plus.

Les durées de séjour ont été classées en cinq groupes. Ce choix s'appuie sur l'observation des résultats obtenus, l'imprécision des réponses données par les villageois (notamment, fréquence des durées de séjour correspondant à des années exactes, surtout lorsque l'absence est longue), et il tient compte de l'influence exercée par l'absence des migrants sur les conditions de la vie agricole villageoise.

— *Migration courte* : elle ne déborde pas le cadre d'une saison sèche. L'absence est inférieure à six mois (en fait ce chiffre est conventionnel ; le départ peut avoir lieu au plus tôt en septembre-octobre, et le retour au plus tard en juin : l'absence peut atteindre ainsi, au maximum, dix mois).

(1) Ces données concernent l'ensemble des villages.

— *Migration annuelle* : le migrant est absent pendant un hivernage. Elle est d'une durée approximative de 7 à 18 mois (la durée peut être considérée comme d'une année si l'on convient que l'on arrondit les durées d'absence à l'année exacte la plus proche). Au minimum, l'absence peut être de quelques mois seulement (de juin à septembre de la même année : c'est un cas théorique, exceptionnel en pratique) ; au maximum, elle peut atteindre 20 mois (de septembre à juin de la deuxième année suivante).

— *Migration pluri-annuelle* : le migrant est absent pendant deux à quatre hivernages de suite (en ne tenant pas compte des éventuelles visites rendues à la famille, d'une durée inférieure à deux mois). La durée de l'absence est de 19 à 54 mois ou, en arrondissant à l'année exacte la plus proche, de 2 à 4 ans (en fait, l'absence peut varier de 15 mois, au minimum, à 58 mois au maximum).

— *Migration de longue durée* : l'absence est de 5 à 9 ans (5 à 9 hivernages).

— *Emigration prolongée* : l'absence est égale ou supérieure à dix ans.

L'importance relative des différents types de mouvements migratoires à l'intérieur des deux groupes de migrants (migrants actuels et anciens) dépend étroitement de la date de l'enquête.

TABLEAU I

Durée de séjour	Anciens migrants (dernier séjour)		Migrants actuels (séjour actuel)	
	Nombre	%	Nombre	%
moins de 6 mois	60	50	27	15
7 à 18 mois	31	26	23	13
2 à 4 ans	17	14	28	31
5 à 9 ans	8	6	38	21
10 ans et plus	4	3	56	30
Total	120	100	182	100
Durée inconnue	6		4	

Les deux faits les plus remarquables sont l'importance des migrations courtes et annuelles parmi les anciens migrants, et le grand nombre de migrants absents depuis au moins dix ans.

Les variations entre villages sont toutefois importantes, et à nouveau Passentenga et (moins nettement) Burugna s'individualisent : il y a peu de migrants absents depuis plus de dix ans (14 % à Passentenga), et le dernier séjour des anciens migrants est presque toujours d'une durée inférieure à 18 mois (93-94 % à Passentenga et Burugna). On ne peut douter que cette originalité ne soit liée au grand nombre des familles qui ont quitté les deux villages depuis quelques dizaines d'années. L'installation de familles en pays Gurunsi, en particulier, paraît se substituer aux migrations de travail de longue durée. On peut noter à cet égard que parmi les Mossi qui résident à Bétaré et Nikouem (deux villages du canton de Guiaro) les migrants, peu nombreux (6,7 % de la population totale, selon une enquête de juin 1968), effectuent surtout des séjours de courte durée (85 % sont inférieurs à 18 mois).

Les migrations à Bakago et Donsin présentent des caractères inverses : 35 à 40 % des migrants actuels sont absents depuis plus de 10 ans, tandis que près d'une fois sur deux (45-50 %) le dernier séjour des anciens migrants s'est prolongé plus de 18 mois.

Koakin offre une situation intermédiaire : 29 % des migrants actuels sont absents depuis plus de 10 ans ; 73 % des derniers séjours des anciens migrants sont d'une durée inférieure à 18 mois.

Pour être correctement interprétées, ces données doivent être confrontées à l'évolution des migrations dans le temps (cf tableau n° 2). Parmi la population actuelle, les premiers migrants (absents ou revenus au village) sont partis il y a plus d'une trentaine d'années. Le mouvement migratoire avait pris naissance plus tôt, mais les migrants sont actuellement décédés, ou ont disparu de la mémoire des villageois.

Restées peu importantes pendant une quinzaine d'années (mais il faudrait évidemment établir la part de la mortalité qui s'est exercée depuis sur les migrants de cette époque, et celle de l'oubli), les migrations se sont ensuite multipliées, lentement mais régulièrement, jusque 1964, date à laquelle le nombre de départs dans l'année atteignait 24 pour l'ensemble des villages étudiés (cf fig. 2). Depuis les chiffres ont plus que doublé : 34 départs en 1965, 41 en 1966, 48 en 1967, et 57 en 1968 (estimation à partir des données du premier semestre). La progression la plus forte est à Koakin : 41 % des mouvements migratoires ont commencé en 1965 ou après ; dans les quatre autres villages, le pourcentage est de 30-31 %.

Parallèlement, les séjours sont devenus en moyenne moins longs : 50 % des migrants partis il y a plus de vingt ans sont revenus au village (mais ils sont peut-être repartis), 65 % parmi ceux qui ont quitté le village il y a 10 à 19 ans, et 65 % également parmi ceux partis en 1965 et 1966.

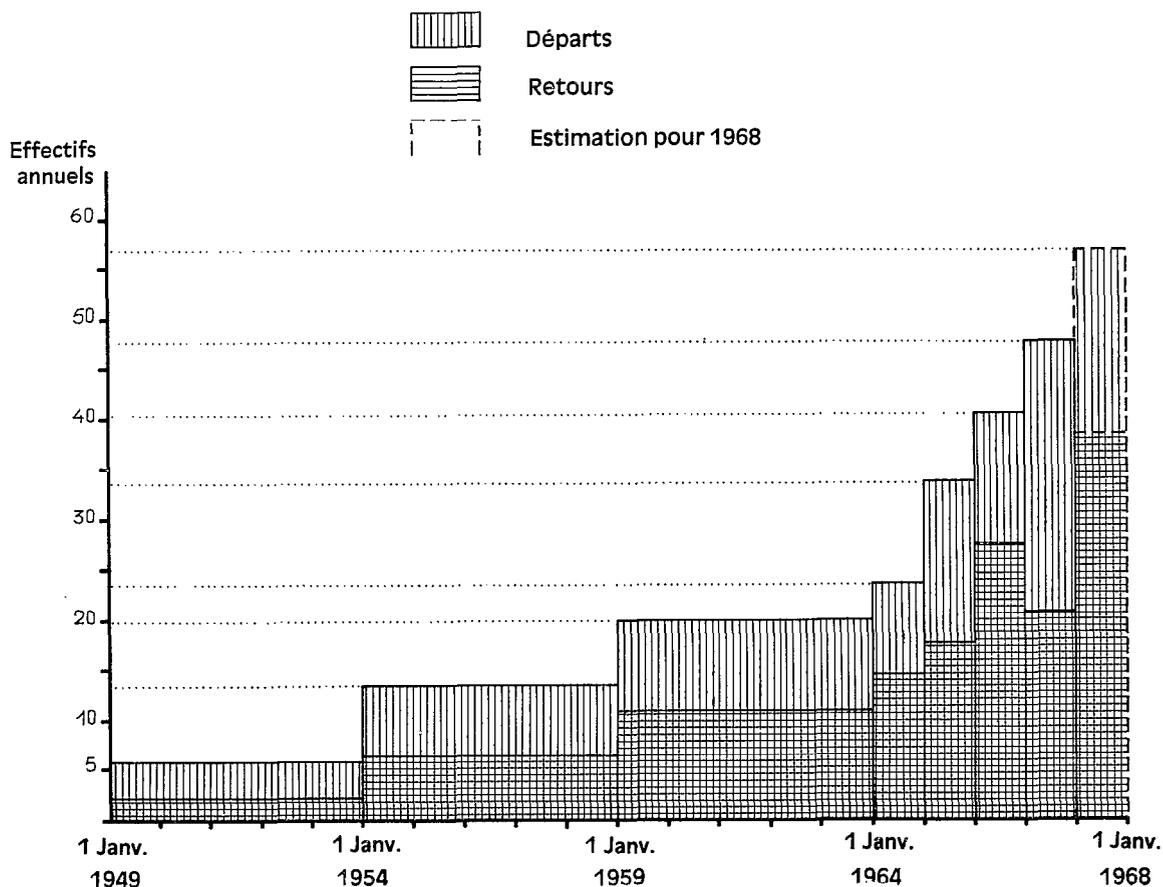


FIG. 2. — Effectifs annuels des migrants 1949-1968

TABLEAU II
Séjours achevés. Dates de retour

Dates de départ	Nombre départs	1934 -38	1939 -43	1944 -48	1949 -53	1954 -58	1959 -63	1964	1965	1966	1967	1968	Nombres séjours achevés	Nombre séjours inachevés
1934/38	5	1									1		2	3
1939/43	5					1	1						2	3
1944/48	18			9	1								10	8
1949/53	30				9	8	3			1			21	9
1954/58	67					23	12			3			41	26
1959/63	102						40	12	5	2	1		60	42
1964	24							1	6	1	1		9	15
1965	34								6	12	1	3	22	12
1966	41									9	9	8	26	15
1967	48										8	14	22	26
1968	23											6	6	17
Nombre de retours		1		9	10	32	56	15	18	28	21	31	221	176

Moins longs, les séjours sont aussi plus souvent répétés : 36 % des anciens migrants ont effectué plus d'un séjour (dont 62 % deux séjours, 24 % trois ou quatre séjours, 14 % plus de quatre séjours) ; parmi les migrants actuels, 35 % avaient déjà quitté le village auparavant.

Rares avant 1959, les migrations répétées se sont multipliées depuis 1964. Elles sont le fait autant des jeunes migrants que de ceux, plus âgés, qui ont déjà effectué un séjour il y a plusieurs années. Parmi les migrants qui ont effectué plusieurs séjours, 4 sur 5 sont partis pour la première fois avant 1959, mais 3 sur 5 ont quitté à nouveau le village depuis 1964. Et nous avons vu que 38 % d'entre eux avaient plus de 30 ans lorsqu'ils sont partis pour la dernière fois.

La migration répétée, récente, n'est pas liée aux plus jeunes migrants. Elle paraît s'imposer depuis quelques années à tous les villageois. Et à nouveau Koakin s'individualise : près d'un migrant sur deux (46 %) a fait (pour les anciens migrants) ou est en train de faire (migrants actuels) au moins un deuxième séjour.

Les migrants partent surtout après les récoltes (40 % des départs ont lieu en novembre et décembre), mais aussi à la fin de la saison sèche (un départ sur trois de mars à juin, avec un maximum en mai). Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui ne partent que pendant une brève période (1 à 3 mois) et reviennent au plus tard au moment des gros travaux agricoles (juin-juillet) : souvent c'est le frère cadet, le fils, ou le chef de famille lui-même qui part chercher l'argent pour l'impôt. Il y a aussi ceux qui accompagnent un migrant venu rendre visite à sa famille, et qui leur a signalé la possibilité d'un emploi. On note quelques départs en hivernage (15 % de juillet à octobre), après les sarclages des champs de brousse.

Les retours sont concentrés en fin de saison sèche (75 % de février à juin, avec un maximum en mai).

III — DESTINATION ET OCCUPATION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS

Pendant plusieurs décennies, l'administration française avait recruté des travailleurs pour construire des routes, le chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, ou cultiver dans les plantations de Côte d'Ivoire. Dans les cinq villages étudiés, plus de 50 hommes ont déclaré avoir participé à ces migrations obligatoires. Les dernières ont eu lieu, semble-t-il, vers 1952-1953.

Jusqu'à cette date la plupart des migrants allaient au Ghana, certains restaient en Haute-Volta, à Ouagadougou ou Bobo-Dioulasso. Par la suite, une part croissante était attirée par la Côte d'Ivoire. De 1959 à 1963, sur 100 migrants, 56 se sont dirigés vers le Ghana, 37 vers la Côte d'Ivoire, tandis que 7 restaient en Haute-Volta.

Depuis, l'évolution est importante, marquée par trois faits :

— La chute du nombre de migrants partis au Ghana : 37 migrants sur 100 de 1964 à 1966, 26 en 1967-1968. Elle est due surtout aux difficultés politiques et économiques qu'a connues le Ghana pendant quelques années. Mais elle doit beaucoup aussi à l'attraction croissante exercée par la Côte d'Ivoire qui a acquis peu à peu la réputation d'un pays riche, où les emplois sont nombreux pour qui veut et sait travailler.

— La multiplication des départs vers la Côte d'Ivoire en 1964-1966 (48 migrants sur 100), ralentie en 1967-1968 (46 migrants sur 100), probablement en relation avec les diverses mesures de contrôle des travailleurs étrangers prises par les autorités ivoiriennes, et la volonté des autorités voltaïques de freiner le mouvement d'exode des travailleurs vers l'étranger.

— La part croissante des migrants qui ne quittent pas le territoire voltaïque : 15 sur 100 en 1964-1966, 27 sur 100 en 1967-1968 (exactement 19 sur 68). La grande majorité d'entre eux (près de 4 sur 5) se rend à Ouagadougou. Cet essor explique pour une part l'évolution actuelle des effectifs de migrants, et a une incidence sensible sur la nature de leur activité professionnelle.

Bien souvent, les villageois ignorent l'occupation professionnelle des migrants actuels, surtout lorsqu'ils sont partis dans un pays voisin (1). Aussi les données présentées ci-dessous ne concernent que l'activité des anciens migrants (2) lors de leur dernier séjour (au total 126 séjours, mais l'activité est inconnue dans 9 cas).

68 % des migrants étaient manœuvres soit dans des plantations (7 fois sur 10, surtout des plantations de café et cacao), soit dans des exploitations agricoles vivrières (1 fois sur 5) ; quelques-uns étaient jardiniers, ou ont participé à des défrichements (sans que soit spécifié l'usage du sol).

8 % étaient manœuvres dans des entreprises exploitant les ressources naturelles : bois, mines, carrières. La part de ce secteur d'activité a diminué à la suite du déclin des migrations vers le Ghana (activités minières et travail dans des carrières surtout).

18 % étaient employés dans des entreprises artisanales ou « industrielles » : aide-maçon, charpentier ou plombier ; quelques tisserands se sont installés dans des marchés.

5 % des migrants enfin étaient boy, gardien ou colporteur.

Ces données, rappelons-le, ne concernent que les anciens migrants. Elles traduisent mal l'évolution récente des activités des migrants, en relation avec la nouvelle orientation géographique des mouvements migratoires. Si l'essor des migrations en Côte d'Ivoire n'influence que peu l'occupation professionnelle des migrants (les plantations ivoiriennes se substituant aux plantations ghanéennes), il n'en est pas de même du développement des migrations à l'intérieur du territoire voltaïque.

Parmi les 60 migrations de travail effectuées en Haute-Volta (17 par les anciens migrants, 43 par des migrants actuels), deux sur trois datent de moins de 5 ans. Les activités des migrants sont surtout arti-

(1) Le chef de famille ignore l'activité du migrant plus de 3 fois sur 5 à Koakin, Bakago, Passentenga et Burugna, 2 fois sur 5 à Donsin (c'est un autre signe de la meilleure qualité des données recueillies à Donsin).

(2) Il s'agit de l'activité principale. Aucune étude n'a été faite des activités secondaires, des activités successives éventuelles, ou du temps de chômage (deux migrants seulement ont déclaré ne pas avoir trouvé de travail pendant tout leur séjour).

sanales et commerciales et se répartissent ainsi (elles sont inconnues pour 15 d'entre eux) : 8 manœuvres agricoles (mais bien souvent, les migrations de travail à caractère agricole, à l'intérieur du territoire voltaïque sont d'une durée inférieure à un mois ; l'ampleur du phénomène n'apparaît pas ici), 15 maçons, 4 tisserands, 4 manœuvres dans des entreprises diverses (routes, gare, aéroport), 9 « commerçants » (colporteur, « tablier »), 2 gardiens, 2 boys, 1 garde-républicain. La plupart exerçaient leur activité à Ouagadougou, ou à Pô.

On ne peut prédire l'avenir des migrations de travail à l'intérieur du territoire voltaïque. Par de nombreux aspects, elles apparaissent de même nature que le salariat agricole temporaire qui s'est développé récemment dans la région de Nobéré. Très souvent de courte durée (inférieure à trois mois) et répétées, elles ont un fondement essentiellement économique, et elles sont le fait des classes les plus défavorisées de la population : des hommes que leur situation et leurs charges familiales empêchent de s'éloigner longtemps de leur village, se contentent de se rendre pendant quelques semaines ou quelques mois à Ouagadougou, à Pô, partout où il est possible de trouver du travail, afin d'acquérir le minimum d'argent qui leur est nécessaire.

IV — MOTIVATIONS ET EFFETS DES MIGRATIONS DE TRAVAIL

115 anciens migrants (sur 126 ; quelques-uns étaient temporairement absents du village) ont répondu à la question : « pour quelles raisons êtes-vous partis ? ». Mais ce sont les chefs de famille qui ont exprimé leur avis sur les causes du départ de 180 migrants actuels (sur 186).

Les réponses reflètent les motivations conscientes des migrations, mais il est évident que ces dernières ont des causes profondes liées à l'évolution générale des structures socio-politiques et économiques villageoises : les villageois n'en ont pas toujours une conscience claire, ou du moins ils n'établissent pas la relation avec le mouvement migratoire.

Les réponses sont de nature très diverse ; quelques-unes cependant prédominent. Leur interprétation est souvent délicate, certaines rassemblent plusieurs éléments disparates, leur classement ne peut échapper parfois à l'arbitraire. Elles ont été groupées en huit catégories (cf tableau n° 3). Une neuvième catégorie (i) rassemble toutes les réponses du type « je ne sais pas » ou celles qui sont incomplètes ou inexploitable, nombreuses pour les migrants actuels (26 % du nombre de réponses).

Les quatre premières catégories de réponses sont toutes d'ordre économique. Elles sont les plus fréquentes (85 % des réponses des anciens migrants, 61 % de celles des chefs de famille pour les migrants actuels).

— catégorie (a) : « pour chercher de l'argent » (ou « pour gagner de l'argent », ou « à cause de l'argent »). Le plus souvent l'usage de l'argent n'est pas précisé ; lorsqu'il l'est, c'est pour l'achat de vélos, d'habits, de couverture (lorsque l'argent est destiné à payer l'impôt, la réponse est classée dans la catégorie (b)). C'est une réponse courante (45-50 % des réponses dans les deux groupes de migrants).

— catégorie (b) : « pour pouvoir payer l'impôt » (ou « pour chercher l'impôt », ou « pour chercher l'argent pour l'impôt »). Rare parmi les chefs de famille (qui au contraire se plaignent fréquemment que leurs fils ou frères cadets absents n'envoient pas l'argent pour leur impôt), cette réponse apparaît souvent parmi les anciens migrants (35 % des réponses) : il est probable que certains d'entre eux ont effectivement payé l'impôt de leur famille à leur retour, sans pour cela être partis dans ce but précis.

Dans quelques cas, il a été précisé que le migrant est parti « chercher l'impôt » à la demande de son père. Dans d'autres, à l'impôt est joint le désir d'acheter des objets divers (vélo, habits,...).

TABLEAU III

	Type I					Type II				Nbre de réponses	Cat. i	Nbre de réponses inconnues	
	Catégories				Toutes Catég.	Catégories			Toutes Catég.				
	a	b	c	d		Nbre	e	f					g
					h								
Anciens migrants	46	32	10	—	88	5	3	3	11	4	103	12	11
Migrants actuels	66	6	5	4	81	14	13	21	48	4	133	47	6

— catégorie (c) : « pour acheter des habits, un vélo, une couverture » (les réponses mentionnent l'un ou l'autre, deux d'entre eux, ou les trois). La réponse est moins rare parmi les anciens migrants (10 %). Elle est certainement en partie liée avec ce qui a été effectivement réalisé au retour. Le migrant veut acheter un vélo, parfois aussi le changer.

— catégorie (d) : « pour faire le commerce ». Cette réponse, rare, n'apparaît que pour les migrants actuels.

Trois autres catégories, plus hétérogènes, ont en commun de ne faire intervenir les facteurs économiques que de façon indirecte ou très générale, tandis que les aspects sociaux deviennent prédominants :

— Le départ du migrant est consécutif à un enlèvement de femme (catégorie e). Ce motif dissimule certainement parfois d'autres facteurs. En lui-même, il est significatif de tensions sociales.

— Le départ a été précédé d'un séjour dans une école coranique (souvent ces écoles sont dans des centres urbains, et l'ancien élève « ne se plaît plus au village »), qui parfois n'est qu'un prétexte (« il a dit qu'il allait à l'école coranique à Kombissiri, mais il s'est enfui en Côte d'Ivoire ») (catégorie f).

— Le départ est expliqué par des causes d'ordre général (catégorie g) où s'entremêlent facteurs sociaux et économiques, attrait des aires d'immigration et caractère répulsif du village : « c'est la mode des jeunes », « pour trouver le bonheur », « pour se civiliser ».

Peu fréquentes parmi les anciens migrants (11 % des réponses), ces trois catégories de réponses sont nombreuses parmi les chefs de famille (35 %), surtout lorsque la migration est unique (44 %). Elles ne paraissent liées ni à la durée du séjour, ni à l'ancienneté du départ.

Quelques réponses, classées « diverses », peu nombreuses (3-4 % dans les deux groupes), n'appartiennent à aucun des deux grands types précédents (catégorie h) : « il est parti rejoindre son oncle », « parce que son enfant est mort », « il s'est enfui pour échapper au travail forcé ».

Que les réponses du 1^{er} type soient plus nombreuses parmi les anciens migrants n'est pas surprenant. Les chefs de famille ne savent pas toujours pourquoi, concrètement, leur fils ou frère est parti, ou bien ne retiennent que le prétexte immédiat du départ. Par contre les anciens migrants peuvent substituer les effets pratiques du séjour aux causes réelles du départ. De façon plus significative, les réponses du 1^{er} type, à caractère économique, sont d'autant plus nombreuses que :

— la durée du séjour est plus courte : pour les migrants actuels, les réponses du 1^{er} type représentent 40 %, 61 % ou 81 % du nombre total selon que le séjour dure depuis 10 ans et plus, 2 à 9 ans, ou depuis moins de 18 mois ; parmi les anciens migrants (dernier séjour), ces pourcentages sont respectivement de 67 %, 67 % et 90 %.

— le dernier séjour a été précédé de séjours antérieurs : pour les migrants actuels 53 % des réponses sont du type 1 si le séjour a été unique, et 75 % si la migration a été répétée ; parmi les anciens migrants ces pourcentages sont respectivement de 80 et 96 %.

— le départ (du séjour actuel, ou, pour les anciens migrants, du dernier séjour) est plus récent : 55 et 67 % des réponses pour les migrants actuels, 81 et 90 % parmi les anciens migrants, sont du type 1 selon que le départ est antérieur ou non à 1964.

Ce sont également les migrations courtes, récentes, et répétées qui ont l'efficacité économique la plus grande.

L'enquête sur les sommes d'argent ou objets envoyés par les migrants, ou ramenés par eux, s'est révélée peu exploitable, les données recueillies paraissant par trop sujettes à caution (1).

Seules sont dégagées ici les conclusions majeures, qui s'imposent avec force.

A peine plus d'un ancien migrant sur deux (53 %) déclare avoir envoyé ou ramené au village de l'argent ou des objets divers, pour lui ou sa famille (2). Quatre fois sur cinq, la valeur totale de ces sommes ou objets (3) ne dépasse pas 15 000 CFA (dont une fois sur deux moins de 5 000 CFA). Le maximum (50 000-60 000 CFA) a été déclaré par deux villageois qui ont travaillé pendant plusieurs années dans une station de l'IFAC en Côte d'Ivoire (l'un comme chef d'équipe, l'autre comme manœuvre).

Dans l'ensemble, les migrations paraissent avoir une efficacité économique d'autant plus grande qu'elles sont plus courtes, le maximum (eu égard au temps écoulé) étant atteint lors des séjours de 6 à 18 mois. Au-delà, le migrant « s'installe » et ne se contente plus de conditions de vie trop inconfortables ; par ailleurs les relations avec le village se distendent. En deçà, le temps de voyage, et le temps consacré à la recherche du travail (sauf en cas de séjours répétés : souvent le migrant retourne à son lieu de travail précédent) représentent une part notable de la durée du séjour. Parti avec la volonté de revenir rapidement, le migrant s'efforce d'atteindre au plus vite l'objectif qu'il s'est fixé, limitant au maximum ses dépenses. Quelques-uns emportent avec eux au Ghana des bandes de coton ou du bétail (chèvres, moutons), les vendent, subsistent en partie avec l'argent obtenu, et s'efforcent d'économiser la part la plus grande possible de leur salaire.

Les migrants n'envoient que peu de choses à leur famille pendant leur absence, surtout si elle doit rester de courte durée. Parmi les migrants actuels, trois sur quatre n'ont rien envoyé (argent, objets divers) depuis leur départ. Les autres font parvenir à leurs parents quelques cadeaux, en général de faible valeur (habits, pagnes, couvertures, paniers de kola), ou de l'argent pour payer leur impôt (souvent, lorsque le migrant est absent depuis longtemps et tarde à faire parvenir l'argent, sous la menace d'être rayé des listes nominatives du cahier de recensement). Au total, ces envois représentent peu de choses : à Donsin, 18 migrants actuels (32 autres n'ont rien envoyé) ont fait parvenir depuis leur départ, en espèces ou en nature, l'équivalent de 70 000-90 000 CFA.

Cet apport d'argent ou d'objets n'est qu'un des résultats, parmi les plus concrets, des migrations de travail. En définitive, il reste modeste, et à Donsin, on peut estimer (de façon grossière) qu'en 1967-68

(1) L'enquête n'a porté que sur le dernier séjour des anciens migrants, ou le séjour actuel des migrants absents.

De nombreux oublis, volontaires ou non, sont possibles, surtout pour les périodes anciennes. Dans l'ensemble, les résultats pèchent probablement par défaut.

(2) Il est à craindre que bien souvent tout ou partie des objets conservés par le migrant pour son usage personnel n'ait pas été déclaré.

(3) Une valeur moyenne des objets (vélo, montre, couverture, pantalon, chemise,...) a été déterminée à partir des déclarations d'un certain nombre de migrants.

la valeur totale de ce qui a été envoyé ou ramené au village par les migrants n'atteint qu'à peine le montant annuel des impôts que doivent verser les villageois (1).

Les migrations sont réputées avoir d'autres conséquences économiques. L'introduction de nouvelles idées et de nouveaux comportements acquis à l'étranger, dans les villes, favoriserait le développement économique villageois. Les faits montrent que, dans la région de Nobéré, ce résultat n'est guère atteint. La modicité des apports financiers, leur transformation en biens de consommation immédiate, leur versement pour l'impôt, excluent des investissements économiques nombreux et efficaces. Au mieux, mais cela est rare (et de nombreux villageois s'en plaignent) le migrant, à son retour, achète du bétail (bovins, ovins, caprins). Ce n'est pour l'essentiel qu'un investissement social (2) et une garantie pour l'avenir en cas de mauvaise récolte. L'élevage ne s'intègre que peu dans les structures économiques villageoises.

Un villageois de Donsin, très éclairé, a regretté qu'aucun migrant n'ait jamais eu l'idée, la volonté, ou l'argent nécessaire pour acheter un moulin, une charrette, une machine à coudre, les utiliser et en faire profiter les villageois.

Il est vrai que l'absence des migrants, lorsqu'elle se limite à la saison sèche, soulage quelque peu les greniers familiaux. Mais les 186 villageois absents fin juin - début juillet 1968 ne reviendront probablement pas pour les travaux agricoles. Les exploitations familiales (à Donsin, leur effectif moyen est de 5,2 personnes, dont 2,8 actives) sont profondément désorganisées. Quinze femmes de Donsin sont chefs d'exploitation, la plupart subviennent difficilement à leurs besoins et attendent tous les ans, avec une impatience non dissimulée, mais souvent vaine, le retour d'un ou deux de leurs fils émigrés en Côte d'Ivoire ou au Ghana. Dans une habitation familiale sur six, à Donsin, il y a au moins trois hommes absents : c'est souvent un véritable drame familial.

Au total, 26 % des hommes de Donsin sont absents fin juin (3). Les conséquences sur la vie agricole et sociale du village sont multiples et profondes. L'une d'entre elles est la multiplication récente des migrations de très courte durée en saison sèche, ou au début de l'hivernage à l'intérieur du territoire voltaïque : des hommes de tous âges, mais toujours dans une situation économique ou financière difficile, sont obligés de quitter leur village et de louer leur bras pour payer l'impôt, ou acheter du mil, et compenser l'insuffisance de la production familiale.

Certains de ces hommes, en juin-juillet, proposent aux villageois, moyennant quelque argent, de sarcler leurs champs. Privés de main d'œuvre par l'absence de leurs frères ou fils, de nombreux chefs de famille, souvent âgés, sont contraints d'accepter cette solution pour garantir une récolte de mil minimum.

A Donsin, il est certain que le mouvement de migrations de travail a atteint une ampleur qui a cessé d'être compatible avec une vie villageoise agricole et sociale active et harmonieuse. Cela est moins net à Bakago et Koakin où les migrations, moins nombreuses (en tenant compte de la sous-estimation des données chiffrées) sont aussi plus souvent de courte durée. Cela tient certainement à des facteurs locaux : éloignement de la route et de la vallée de la Volta rouge, meilleure cohésion socio-religieuse, et aussi, pour Koakin, plus forte densité de population qui favorise le maintien (ou freine le déclin) des

(1) Il est vrai que parmi les 50 migrants actuels (en juin 1968) 28 sont absents depuis au moins 5 ans : dans l'ensemble, leur apport est négligeable. Six anciens migrants sont revenus à Donsin en 1967-1968.

(2) Un villageois de Donsin, ancien migrant, est devenu propriétaire d'une petite plantation de cocotiers au Ghana, confiée à un gérant mossi. Bon an, mal an, les revenus atteignent 10 000 à 20 000 CFA. Ils sont presque exclusivement consacrés à l'achat de bovins. Ce villageois est propriétaire d'un gros troupeau (40, 50, 60 têtes, le chiffre exact n'est pas connu) fractionné en plusieurs groupes confiés à des parents ou amis des villages voisins, ou de la région de Pô.

(3) Dans les autres villages étudiés, ce pourcentage est sensiblement inférieur (au maximum, 15-16 % à Koakin et Bakago), mais nous avons déjà noté qu'il y est certainement sous-estimé.

structures sociales et économiques traditionnelles : les villages du sommet du plateau, densément peuplé, sont réputés être des villages « où les gens s'entendent bien », alors que l'avis inverse est exprimé pour ceux qui sont situés sur la frange occidentale du plateau.

Que le mouvement migratoire soit peu important à Passentenga et Burugna ne fait que traduire la crise profonde que traversent ces deux villages, situés au contact des terres abandonnées de la vallée de la Volta rouge.

Mais il importe à notre avis de distinguer (schématiquement) deux types de mouvements migratoires distincts selon la durée de l'absence, et aussi, pour une grande part, selon les motivations et l'apport financier au village. Le relâchement des liens politiques, sociaux, et familiaux traditionnels, le développement de l'Islam, la multiplication des besoins liés à la pénétration d'éléments de vie moderne, se traduisent par des tensions sociales, religieuses, politiques, et surtout économiques dont une conséquence est la persistance depuis plusieurs dizaines d'années d'un mouvement d'émigration de longue durée (ou définitive). Ces migrants, à bien des égards, sont des inadaptés, qu'ils aient failli aux coutumes villageoises (conflits divers, enlèvements de femmes), ou que les structures villageoises ne leur paraissent plus susceptibles de satisfaire leurs besoins fondamentaux, culturels, sociaux ou économiques (1). Bien souvent, les liens avec le village d'origine se sont peu à peu distendus, parfois ils ont disparu.

Les migrations de courte durée ont, plus fréquemment, un fondement économique prédominant. Elles sont, elles aussi, bien sûr un résultat de l'évolution actuelle de la société, mais elles sont plus particulièrement liées aux besoins croissants des jeunes, et à l'impôt. Leur objectif est souvent précis, limité. Le migrant demeure intégré dans les structures sociales et économiques villageoises. Parfois le fruit de son travail hors du village est un complément indispensable, et attendu, des activités agricoles familiales.

Le développement de ce deuxième type de migrations est seul responsable de l'accroissement sensible du nombre de migrants depuis quelques années. Apparemment peu ouverts aux initiatives prises récemment pour assurer un essor agricole (développement de l'arachide et du coton), les villageois paraissent avoir choisi la migration de travail de courte durée pour pallier l'insuffisance de leurs revenus monétaires, et la médiocrité trop fréquente de leurs récoltes.

Inversement, il est indéniable que l'absence périodique de nombreux hommes, surtout parmi les plus jeunes, l'emprise que conservent ainsi les hommes âgés sur les activités villageoises, l'insuffisance de la main d'œuvre familiale handicapent fortement toute tentative de développement économique local.

(1) Il faut noter cependant qu'une partie (qu'il est impossible de déterminer) des migrations pluriannuelles ou de longue durée ne sont que la conséquence de l'échec du migrant. Parce qu'il n'a pas trouvé de travail (ou pendant une période trop courte), qu'il n'a pas su réaliser des économies (parfois parce qu'il a été dupe d'un « patron », d'un logeur ou d'amis indélébiles) il n'a pas suffisamment d'argent s'il revient au village pour payer l'impôt de la famille, offrir des cadeaux à ses parents, acheter un vélo et de beaux habits. Pour tout le village ce sera la preuve qu'il n'a pas su faire face aux difficultés du séjour à l'étranger. C'est un échec durement ressenti sur le plan personnel, et le migrant préfère parfois ne pas revenir de suite et tenter à nouveau la chance.